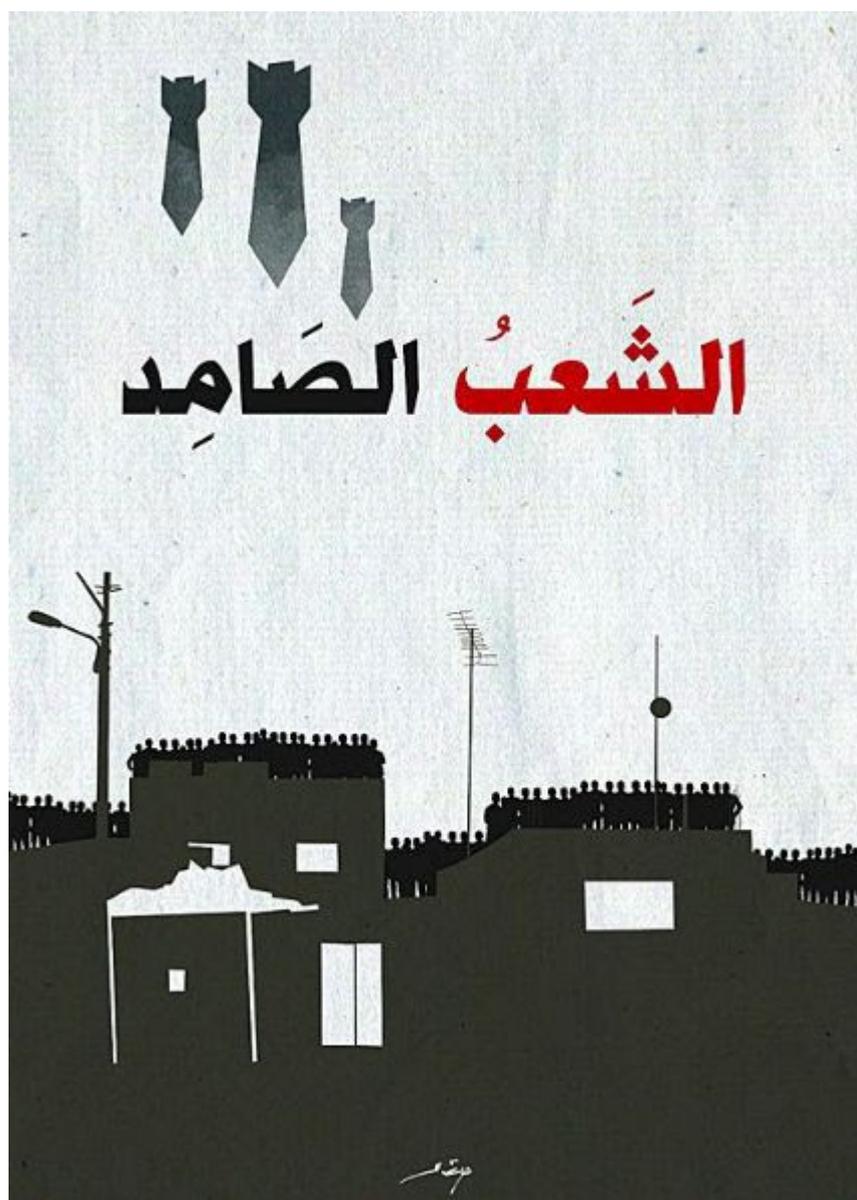


**Chanter dans une cage est possible, et le bonheur:
Treizième lettre d'information (2019).**



Chers amis, chères amies,
Salutations du bureau du **Tricontinental: Institut de recherche sociale**.

Une fois de plus, ponctuellement, Israël – avec la vengeance de Zeus – a commencé à bombarder Gaza. Les bruits et les odeurs de la guerre ne sont jamais absents de Gaza qui, depuis une douzaine d'années, est victime de l'emprise israélienne et des bombardements israéliens. Il est utile pour Israël que les États-Unis soutiennent pleinement leur politique d'anéantissement. La déclaration coloniale de Trump – contre la **résolution 497** (1981) de l'ONU – de « donner » le plateau du Golan à Israël a engourdi Israël de toute préoccupation éthique. Avec le plein soutien des États-Unis, elle s'emparera de Jérusalem et du Golan et tentera de faire ce qu'elle veut à la Palestine.

Le nombre de morts et de blessés est facile à trouver, mais ces chiffres ne reflètent pas ce que cela signifie pour les Palestiniens de Gaza qui vivent dans une cage. Mahmoud Darwish, le grand poète palestinien, a écrit un poème avant sa mort en août 2008 qui met en lumière non seulement l'expérience de vivre à Gaza, mais de vivre en tant que Palestinien dans un monde qui ignore votre existence :

Proche de ce qui sera
nous avons écouté les paroles du canari
à toi et à moi :
Chanter dans une cage est possible
et le bonheur aussi

Le canari quand il chante
rapproche de ce qui sera
Demain, vous regarderez aujourd'hui, hier.
Vous direz : « C'était magnifique.
et n'a pas duré longtemps
et tu ne seras ni heureux ni triste

Demain, nous nous souviendrons que nous avons quitté le canari
dans une cage, seul
ne pas chanter pour nous
mais aux snipers qui passent.

Il y a une prophétie ici. En janvier 2018, le journaliste palestinien Ahmed Abu Artema s'est rendu dans sa ville natale de Rafah (Gaza, Palestine) pour une promenade du soir. Il a vu des oiseaux voler à travers le périmètre qui entoure Gaza. Personne n'a arrêté les oiseaux », pensa-t-il. L'occupation israélienne, pensait-il, « coupe mes ailes » et « perturbe mes promenades nocturnes ». Et si un Palestinien de Gaza décidait de « se voir comme un oiseau et décidait d'atteindre un arbre au-delà de la clôture », se dit-il ? Si l'oiseau était palestinien, il serait abattu. Il est rentré chez lui et a écrit une question sur Facebook : « Que se passerait-il si des milliers de Gazaouis, pour la plupart des réfugiés, tentaient de traverser pacifiquement la barrière qui les sépare de leurs terres ancestrales ? La réponse, de toute évidence (comme je le souligne dans mon **rapport** sur la Marche), était qu'ils seraient abattus.

Il y a un an, à l'occasion de la Journée de la Terre (30 mars 2018), les Palestiniens de Gaza, inspirés par Abu Artema, ont commencé la Grande Marche du Retour. Ils ont marché jusqu'à la clôture du périmètre de Gaza par dizaines de milliers et ont été abattus par des gaz lacrymogènes et des tireurs d'élite israéliens. Avec des milliers de blessés et des centaines de morts, les Nations Unies ont publié un rapport qui accuse l'armée israélienne de crimes de guerre et demande au gouvernement israélien d'enquêter sur ces accusations. Au lieu de cela, le gouvernement d'Israël n'a pas coopéré à l'enquête et a rejeté le rapport de la commission. Le canari reste dans la cage, chantant aux snipers qui passent, et maintenant aux bombardiers.

Linda Tabar, directrice du **Centre for Development Studies** Centre d'études sur le développement (Université Birzeit, Ramallah, Palestine), nous écrit que « le premier anniversaire des Marches pour le retour et la rupture du siège à Gaza nous oblige à nous arrêter et à interroger les échecs de conscience qui marquent l'indifférence avec laquelle le monde a vu des Palestiniens non armés être pris pour cible par des tireurs d'élite et abattus, pour défilement des enceintes coloniales et pour tentative de se libérer des prisons à ciel ouvert, pour vouloir rentrer sur nos terres ».

La photo ci-dessus est de notre ami Hafez Omar. C'est un artiste de Tulkaram (Palestine). Le 14 mars, le tribunal militaire israélien d'Ofer a **ordonné** qu'il soit détenu pendant douze jours. Son appel a été rejeté par les tribunaux le 20 mars. Cela fait maintenant plus d'une douzaine de jours. Il reste en prison, sans accès à son avocat. Veuillez contacter les autorités israéliennes et leur dire de libérer Hafez Omar et de cesser de bombarder Gaza. Dites-leur, pendant que vous les avez au téléphone, de mettre fin à l'occupation de la Palestine.



Nabil Anani, *Dadoub Family, Bethlehem, 1900*.

Le débat sur l'occupation israélienne de la Palestine soulève l'inévitable sentiment de futilité, les questions sans fin sur ce qui doit être fait. Et là, il y a vraiment un paysage politique insoluble. Existe-t-il un moyen de sortir de l'occupation de la Palestine, le déni du droit des Palestiniens à rentrer chez eux?

La position prescrite par l'ONU est celle d'une « solution à deux États » pour Israël et la Palestine qui coexisteraient. C'est ce que les deux parties ont théoriquement accepté. Les résolutions **242** (1967) et **338** (1973) de l'ONU en sont la base. Les deux résolutions appellent au retrait des forces israéliennes de Jérusalem-Est, de la Cisjordanie et de Gaza. Ils appellent à un « règlement juste du problème des réfugiés » et à la garantie du territoire palestinien. La politique de colonisation, qui a commencé sérieusement sous le ministère de l'Agriculture d'Ariel Sharon en 1977 et se poursuit avec les encouragements officiels, invalide la solution à deux États. Les colons israéliens dominent le gouvernement. Ils ne doivent pas être bricolés à l'intérieur d'Israël. Ils ont opposé leur veto à une solution à deux États. Ils ont commencé à annexer ce qu'ils appellent la Judée et la Samarie. Leur langue s'empare d'abord de la région. Puis ils commencent à construire des colonies de peuplement. Cela provoque une réaction palestinienne. Viennent ensuite les murs, les postes de contrôle, les bulldozers, la destruction de la vie des Palestiniens, l'humiliation – tous conçus pour augmenter le coût de la vie et permettre aux Palestiniens de décider de fuir. Teju Cole **appelle** ce processus « violence froide ». Mettre un peuple dans une profonde incertitude sur les fondements de la vie, pendant des années et des décennies », écrit-il, « est une forme de violence froide ». Ce que nous voyons ici – à côté des bombardements – c'est une violence froide, une violence lente.

La position israélienne, si nous sommes francs, n'est pas pour une solution à deux États, mais pour une solution à trois États – pour pousser les Palestiniens en Égypte, en Jordanie et au Liban. C'est une politique annihilationniste (pour se débarrasser des Palestiniens) et une politique annexionniste (pour saisir les terres et les ressources palestiniennes).



Gaza, le 25 mars 2019.

La position juste est en faveur d'une solution à un seul État, mais elle a été rejetée par les sionistes. La **résolution 194** de l'ONU du 11 décembre 1948 affirmait que les Palestiniens expropriés avaient le droit de rentrer chez eux » le plus tôt possible « . On espérait que les différentes communautés trouveraient un moyen de vivre ensemble et qu'une solution politique laïque serait créée pour le peuple. Il ne devait pas en être ainsi. Aujourd'hui, cette solution est difficile à imaginer, car la droite sioniste devient l'extrême centre d'Israël. L'idée qu'Israël est un État juif rend impossible la solution d'un seul État. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a déclaré publiquement qu'il préférerait » un État palestinien démilitarisé qui reconnaît un État juif, l'État nation du peuple juif « . Tant que la classe politique israélienne – qui domine la discussion – fera pression en faveur de cette identité ethno-nationale, l'option d'un seul État ne sera plus sur la table. Ce que vous avez, c'est l'apartheid. Israël est un État et une société d'apartheid. La classe dirigeante israélienne ne permettra pas aux Palestiniens d'avoir une citoyenneté à part entière dans un Israël-Palestine unifié. C'est ce qu'ils ont dit si clairement.



Larissa Sansour, Nation Estate (2012)

Que reste-t-il à la Palestine ? Si vous regardez le film de Larissa Sansour en neuf minutes, *Nation Estate* (2012), vous vous retrouvez dans un bâtiment qui est la Palestine, avec ses villes (Ramallah, Jérusalem) sur différents étages. C'est un tableau remarquable de science-fiction de la Palestine d'aujourd'hui et de demain. Nous sommes dans un état d'occupation sans fin. Ce n'est pas du futurisme, mais l'essence même du présent.



Haifa Subay, *Les victimes silencieuses*, 2018.

Le **Yémen** est entré dans la cinquième année de la guerre saoudienne contre ce pays. C'est une guerre oubliée, une guerre sans fin. C'est une guerre comme celle des États-Unis contre l'Afghanistan. C'est une guerre comme celle systémique contre les pauvres, dont la vie ne peut pas commencer parce que leurs choix sont limités par la politique commerciale et la grève des investissements du 1%. C'est une guerre que les Palestiniens connaissent, que les Cubains connaissent, que le peuple de la République démocratique du Congo connaît, une guerre que le peuple du **Venezuela** connaît très clairement.

Dans cette guerre, le canari en cage ne parvient pas à s'en sortir mais continue néanmoins à chanter. Le canari rêve d'un monde où les barres de sa cage se fondent et où il pourra voler d'un bout à l'autre de la planète. Il volera avec les oiseaux d'Abu Artema, à travers le périmètre, à la recherche du dernier ciel.

Chaleureusement, Vijay.

PS : pour lire nos documents, veuillez vous rendre sur notre site Web. Notre lettre d'information est disponible en anglais, français, portugais et espagnol. Il en va de même pour nos dossiers, dont le plus récent concerne le **danger pour l'Amazonie brésilienne**.

**Traduit par Alexandre Bovey*